DIAL 2414

AMÉRIQUE LATINE - De la « décennie perdue » à la « décennie de l'exclusion sociale »

Eduardo Tamayo

lundi 16 octobre 2000, mis en ligne par Dial

Du 22 au 25 juin a eu lieu à Genève, en Suisse, le Sommet social alternatif. C'est dans ce contexte que le jeudi 22 s'est tenu l'Atelier latino-américain qui avait pour objectif d'examiner les politiques de libéralisation, dérégulation et privatisation appliquées dans la région et de présenter les pratiques et initiatives des mouvements sociaux au niveau national et continental. C'est l'occasion pour l'auteur, Eduardo Tamayo, de présenter les différents visages de l'exclusion en Amérique latine et les tentatives de résistance. Le texte qui suit correspond à la présentation faite du « Cri des exclu(e)s ». Il est paru dans America latina en Movimiento/ALAI*, 4 juillet 2000.*

Si la décennie des années 80 fut connue en Amérique latine et dans les Caraïbes comme la « décennie perdue », celle des années 90 peut bien se définir comme la « décennie de l'exclusion sociale ». En effet, la mondialisation de l'économie et l'application sans ménagements des recettes de ce que l'on appelle le Consensus de Washington (libéralisation, privatisation et dérégulation) ont produit des effets dramatiques pour des millions d'êtres humains qui ont été exclus de l'emploi, la terre, l'habitat, l'éducation, la communication, la santé et la justice. L'exclusion sociale touche surtout les pauvres, les personnes âgées, les femmes et les enfants, les peuples indigènes et noirs, les travailleurs informels, les chômeurs et les sous-employés et de larges franges de la population rurale.

L'exclusion a le visage de la pauvreté et de l'injustice

Il n'y a jamais eu autant de pauvres qu'aujourd'hui. Au début de l'année 2000, 224 millions de Latino-Américains et de Caraïbéens ont été pris dans le cauchemar de la pauvreté, comme le reconnaît la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL). Le nombre de personnes vivant avec un dollar par jour est passé de 63,7 millions en 1987 à 78,2 millions en 1998.

Si la pauvreté constitue une honte pour l'humanité, on peut dire la même chose pour l'injustice sociale engendrée par la libre concurrence des forces du marché. Ce n'est pas que le monde se soit appauvri, mais l'inégalité sociale a considérablement augmenté. Inégalité entre le Nord et le Sud et inégalité à l'intérieur de nos propres pays. Dans la décennie des années 90, la répartition inégale de la richesse a augmenté dans le monde entier : les familles les plus riches des États-Unis, par exemple, ont vu augmenter leurs fortunes de 15 %, alors que les revenus des plus pauvres ont stagné. Certains pays d'Amérique latine comme le Brésil, le Honduras, le Chili, la Colombie, le Mexique, le Pérou et l'Équateur ont battu le record mondial des disparités sociales. Chaque seconde qui passe, les 17 multimillionnaires d'Amérique latine - qui font partie de l'élite des 200 personnes les plus puissantes du monde - augmentent de 500 dollars leurs fortunes alors que des milliers d'enfants meurent de sous-alimentation, de maladies guérissables, par manque de vaccin, et ne peuvent pas aller à l'école.

L’exclusion a le visage de la dette extérieure

La majeure partie de l’Amérique latine et des Caraïbes semble faire partie des pays exclus et même être considérée comme « jetable ». L’ouverture aux marchés mondiaux a signifié la faillite des industries nationales, la ruine des paysans petits et moyens, la piraterie des connaissances indigènes, le pillage des ressources naturelles, la destruction de l’environnement, la surexploitation de la force du travail.

En raison des crises mexicaines, asiatiques et brésiliennes, les économies d’Amérique latine et des Caraïbes ont de bas indices de croissance. L’investissement extérieur a stagné. Les prix des matières premières ont chuté et il y a une grande instabilité financière en raison de la présence des capitaux dits volatils ou « hirondelles ».

La dette extérieure, ce nouveau mécanisme de spoliation des économies latino-américaines de la part des pays du Nord, est toujours sans solution. Elle n’a cessé de croître au cours de cette décennie. En 1990, elle était de 443 milliards et en 1999 elle dépassait les 700 milliards de dollars. Pour le seul service de la dette, la région a payé entre 1982 et 1996 environ 706 milliards de dollars, c’est-à-dire une somme supérieure à la dette accumulée.

Des millions de voix ont réclamé dans le monde entier l’annulation de la dette considérée comme « impayable, illégitime et immorale », parce qu’elle entraîne des coûts considérables concernant la vie des personnes et des peuples. En dépit des annonces faites par les pays les plus riches proposant d’annuler la dette des 40 pays les plus endettés de la terre - parmi lesquels se trouvent la Bolivie et le Nicaragua - et l’une ou l’autre réforme isolée faite dans ce sens par les pays européens, la réalité demeure inchangée : le fléau de la dette continue, compromettant le présent et l’avenir de nos peuples.

En dépit des critiques faites au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale pour avoir imposé aux pays latino-américains et caraïbéens des plans draconiens d’ajustement, ces organismes n’ont pas cessé d’imposer leurs recettes. Dans ce cadre, les États perdent leur souveraineté nationale, vendent leur patrimoine national et sont très loin de résoudre leurs problèmes, encore plus lorsqu’ils agissent de façon isolée face aux créanciers unis dans le Club de Paris et le Club de Londres.

L’exclusion a le visage du chômage et de la précarité

Le monde du travail est le plus directement touché par la crise et la stagnation de l’économie. Le chômage croît de 6 % en 1990 à 9,5 % en 1999, ce qui est le taux le plus élevé de la décennie, qui dépasse même le niveau atteint pendant la crise de la dette extérieure au début des années 80, selon les estimations de l’Organisation internationale du travail.

Le secteur moderne de l’économie a cessé de créer des emplois, à tel point que le secteur dit informel ou non structuré a rapidement augmenté. Sur 100 emplois nouveaux qui se sont créés entre 1990 et 1997, 69 relèvent du secteur informel. En d’autres mots, s’est développé le travail précaire, mal rémunéré, à temps partiel, temporaire, sans sécurité, sans protections légales et sociales minima.

Les femmes constituent le secteur dans lequel le droit du travail est le moins respecté : elles constituent la majorité des travailleurs de la sous-traitance, temporaires et mal payés. La vie des femmes est encore plus dure parce qu’une fois terminée la journée de travail, elles consacrent leurs énergies au travail domestique et à s’occuper des enfants.

La situation des travailleurs du secteur formel n’est pas meilleure, car au cours de cette décennie ils ont vu baisser en flèche leur revenu (le pouvoir d’achat des salaires durant la dernière décennie a diminué de 27 % par rapport au salaire minimum de 1980) car ils ont été en permanence menacés de licenciement dans le secteur public et de la fermeture massive des industries et des unités de production.

Les politiques de « flexibilisation » et de réformes du travail, appliquées avec tant d’enthousiasme par les gouvernements pour attirer les investissements étrangers, ont contribué à dégrader et surexploiter la

force de travail, revenant à des situations d'esclavage qui régnaient au XIXème siècle. Sont particulièrement graves les conditions du travail qu'impose le capital transnational en Amérique centrale et dans les Caraïbes dans les entreprises maquilas et dans les zones franches, où travaillent majoritairement des femmes.

Devant l'augmentation sans précédent de l'armée de réserve, les patrons eurent des occasions considérables pour imposer des conditions léonines aux travailleurs et travailleuses, situation qu'aggrave l'affaiblissement des syndicats. Les attentats à la liberté et aux droits syndicaux ont été accompagnés dans les différents pays par des politiques d'anéantissement des mouvements syndicaux. Bien que le phénomène soit généralisé, les cas les plus représentatifs sont ceux de la Colombie et du Guatemala. Dans le premier, 2 700 syndicalistes ont été assassinés au cours des 12 dernières années tandis que dans le second, bien que la guerre civile soit terminée, la répression systématique des activités syndicales s'est traduite par l'assassinat de 13 dirigeants entre 1992 et 1997.

L'exclusion se manifeste dans la négation des droits

La majorité des gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes ont opté pour la politique suicidaire qui consiste à remettre à l'entreprise privée des secteurs économiques et des services publics fondamentaux comme l'éducation, la santé et la sécurité sociale, renonçant à ses obligations de fournir des services à tous les citoyens. Entre 1990 et 1996, les « pays en transition ou en voie de développement » ont privatisé des entreprises publiques pour 155 milliards de dollars. Plus de la moitié de ces opérations ont eu lieu en Amérique latine, bénéficiant au capital transnational européen, nord-américain et aux élites nationales.

Avec la privatisation des services publics, la relation entreprise-client a remplacé la relation citoyen-État. L'objectif du capital de maximiser les profits conduit à renchérir le coût des services, à créer des monopoles privés et à exclure de larges franges de la population au bas revenu, situation qui s'aggrave lorsque s'affaiblit la capacité de contrôle de l'État.

En vue d'améliorer des indices macro-économiques, de rembourser la dette et réaliser les plans d'ajustement, les gouvernements amputent le budget social, éliminent les aides et soumettent l'État à une cure d'amaigrissement, jetant dans le chômage des milliers d'employés du secteur public. Une telle politique toutefois n'est pas suivie par les pays riches de l'Organisation de coopération et développement économique (OCDE) qui, entre 1990 et 1997, ont augmenté leur budget social de 45 % à 47 %.

L'ajustement fiscal se traduit par davantage d'enfants et de jeunes sans éducation, particulièrement des filles, davantage de femmes qui meurent pendant l'accouchement, moins d'attention portée aux personnes âgées, aux paysans et aux indigènes. Le démantèlement des services sociaux fait peser une charge encore plus lourde sur les femmes qui sont en charge de la nourriture, la santé, le bien-être et l'harmonie de la famille, ainsi que pour les relations communautaires.

Après plusieurs années d'application des politiques centrées sur la prise en compte des plus pauvres, il est évident que ces programmes ont échoué sur toute la ligne. Non seulement les secteurs en extrême pauvreté ont augmenté, mais ils ont atteint de nouvelles couches sociales entraînant rapidement à l'abîme les classes moyennes. En matière de santé par exemple, 267 millions de personnes, soit 55 % de la population des Amériques, subissent une exclusion en raison du manque de lits dans les services d'hospitalisation et près de 16 millions de personnes ont des difficultés pour avoir accès aux services des médecins professionnels, selon l'Organisation panaméricaine de la santé.

L'exclusion châtie les pauvres

Mais à mesure que les États se désintéressent des problèmes sociaux, ils renforcent leurs attributions autoritaires et leurs appareils répressifs pour les rendre aptes à contrôler les mouvements de protestation sociale. Dans de nombreux pays, les luttes et les mouvements sociaux deviennent des délits ; on poursuit, emprisonne, assassine et menace les dirigeants paysans et indigènes qui luttent pour la terre, les défenseurs des droits humains et les journalistes, les dirigeants syndicaux. Des groupes paramilitaires

financés par de grands propriétaires commettent des crimes et des massacres qui restent impunis, agissant souvent avec la complicité des autorités de l'État. Dans les villes, les groupes de « nettoyage social » se chargent d'éliminer ceux que le système considère comme « jetables » : les enfants de la rue, les mendiants, les homosexuels, les prostituées.

L'augmentation de la violence, de l'insécurité et de la délinquance dans les villes latino-américaines sont des affaires prioritaires dans les agendas locaux, nationaux et internationaux. Au début de la décennie des années 90, l'Amérique latine était considérée comme une des régions les plus violentes du monde, avec une moyenne proche de 20 homicides pour 100 000 habitants. Les prisons sont pleines de pauvres, car les « délinquants en col et cravate » vont rarement en prison. Bien que la pauvreté ne puisse être considérée comme l'unique cause de la délinquance et de la violence, il y a un ensemble de facteurs associés à l'environnement social, culturel et psychologique qui contribue à les engendrer et à les intensifier. Parmi ces facteurs nous pouvons mentionner les inégalités sociales considérables, la corruption, le sensationnalisme des moyens de communication, l'extension du trafic de drogue et de la consommation d'alcool, l'impunité et l'inefficacité des systèmes judiciaires. Cette situation permet de voir qu'un des objectifs du Sommet social de Copenhague de 1995, qui était de parvenir à « l'intégration sociale », est à des années-lumière d'avoir été atteint.

L'exclusion a le visage de la migration et du racisme

La crise économique, la violence, le manque de terres poussent des millions de Latino-Américains à rechercher des jours meilleurs dans les villes ou à traverser les frontières nationales ou continentales. Le nombre des migrants pour l'Amérique du Nord et dans la région elle-même est passé de 1,5 million en 1960 à 11 millions en 1990. Il est prévisible que dans la décennie des années 90, les flux migratoires auront augmenté. Là où il y a du travail, là vont les migrants… avec ou sans papiers, utilisant n'importe quel chemin, mécanisme ou moyen de transport. Attirés par les images de prospérité et de consommation que projettent les médias sur le Nord prospère et riche, beaucoup trouvent la mort dans leur tentative : noyés dans le Río Bravo, brûlés ou morts de faim dans les déserts d'Arizona et de Californie, gelés dans les cales des bateaux bananiers ou de pêche.

Cette migration croissante du Sud vers le Nord n'est pas bien vue des pays développés qui, oubliant leur propre passé expansionniste et colonialiste, ont élevé un nouveau mur à la frontière mexicaine et à Ceuta et à Melilla (Espagne) pour empêcher que les exclus ne viennent profiter des bénéfices supposés de la globalisation. Ainsi, non seulement on renforce le contrôle des frontières pour éviter l'arrivée de davantage de migrants, mais on applique des politiques de contrôle des résidents (régularisation) et des politiques d'expulsion des sans-papiers.

Malgré tout, les migrants continuent d'arriver dans le Nord et ils sont presque toujours traités de deux façons différentes : d'un côté, on cherche leurs bras pour faire le travail pénible, sale et mal payé que les nationaux ne veulent pas faire et, d'autre part, ils sont méprisés et objets de discrimination. Beaucoup de migrants sont victimes de la haine raciale et de la xénophobie qui ne sont plus aujourd'hui le monopole des groupes d'extrême droite qui revendiquent d'être des Blancs à 100 % et qui passent à tabac les migrants latino-américains, africains, arabes ou asiatiques et brûlent leurs commerces, maisons et lieux de réunion. À présent, l'extrême droite, grossissant démesurément la menace de la migration en provenance de l'extérieur, élargit sa base sociale, accède au pouvoir en Autriche et réalise des progrès électoraux dans d'autres pays européens.

Les pays latino-américains et caraïbéens ne sont pas non plus étrangers aux phénomènes de racisme et de xénophobie : en Amérique latine, les peuples indigènes et noirs vivent au sein d'un apartheid social réel, comparables seulement avec les discriminations de tout ordre et les violences qui guettent les femmes.

Mais l'exclusion a aussi un visage de proposition…

Cinq années après le Sommet de Copenhague, l'échec du modèle macro-économique dominant s'est confirmé. L'application des politiques néolibérales et des programmes d'ajustement a creusé jusqu'à

atteindre des extrémités intolérables les injustices historiques, les inégalités et les exclusions de tout ordre en Amérique latine et dans les Caraïbes. À cause de cela, le moment est désormais venu de dire : « assez », au modèle néolibéral excluant et pervers qui menace et détruit la vie et l'environnement. Et il ne s'agit pas de « donner un visage humain à la mondialisation » néolibérale. Les besoins de base et les droits fondamentaux des personnes doivent l'emporter sur les forces du marché et les intérêts démesurés de lucre d'une minorité.

La dette extérieure doit être annulée et les ressources ainsi dégagées doivent être consacrées au développement social et humain, et ce processus doit être soumis au contrôle citoyen et démocratique. C'est l'heure de racheter les dettes écologistes et sociales à l'égard de l'enfance, la jeunesse, les femmes, les peuples indigènes, les Noirs, les pauvres de la campagne et de la ville. C'est au Nord de payer la dette historique considérable accumulée à l'égard du Sud pendant des siècles de colonialisme et de relation internationale inégalitaire.

Les programmes d'ajustement structurel imposés par le FMI, la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement doivent être suspendus parce qu'ils sont le principal facteur d'instabilité politique, sociale, et économique. Ces organismes doivent être soumis à une sérieuse évaluation après qu'aient été évalués les coûts sociaux, humains et écologiques qu'ils ont provoqués en imposant leurs programmes sans prendre en compte les contextes et les particularités nationales.

La surexploitation et les conditions dégradantes dans le travail doivent cesser. Il est nécessaire d'appliquer la « Déclaration de l'OIT [Organisation internationale du travail] relative aux principes et droits fondamentaux du travail », adoptée en 1998, qui établit la liberté d'association, la liberté syndicale et la reconnaissance effective du droit de négociation collective et l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession. Les transnationales doivent être soumises à une supervision internationale de la part des Nations unies.

Il n'y a pas d'être humain illégal : les droits humains des migrants doivent être respectés. Nous exigeons des gouvernements qu'ils ratifient la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leurs familles, approuvée en 1989, à laquelle ont adhéré 12 États alors qu'il en faut 20 pour qu'elle puisse entrer en vigueur.

Nous appuyons les organisations paysannes qui réclament la réforme agraire, la sécurité alimentaire, des politiques de protection à l'égard des petits producteurs qui approvisionnent le marché intérieur.

Dans un contexte où il existe une montée du racisme, de la discrimination raciale et de la xénophobie dans le monde entier et où il est nécessaire de faire face à ce phénomène d'une manière globale, en adoptant des mesures pratiques comme la prévention, l'éducation et la protection, nous appuyons et soutenons la Conférence contre le racisme, prévue pour l'an 2001 en Afrique du sud et nous posons la question de la révision des lois et des règles concernant les migrations dans les pays du Nord.

… et de résistance

Le néolibéralisme a beaucoup fait pour diviser, désarticuler et surtout pour essayer de vider la mémoire, les espérances et les utopies des peuples latino-américains et caraïbéens mais il n'a pas atteint et il n'atteindra pas ses objectifs.

Parmi les formes multiples de résistance au néolibéralisme, on trouve le Cri des exclu(e)s : c'est le cri des chômeurs, des travailleurs de la campagne et de la ville, des paysans, des jeunes et des étudiants, des femmes, des indigènes, des afro-américains, des croyants religieux, des écologistes, des défenseurs des droits humains, des migrants, de ceux qui luttent pour un régime démocratique. C'est une grande manifestation populaire pour dénoncer toutes les situations d'exclusion et indiquer des issues et des alternatives possibles. C'est un processus où les secteurs les plus divers des exclu(e)s ont la parole, sont présents et participent à toutes les étapes.

Le Cri est né au Brésil en 1995 comme réponse à l'exclusion sociale croissante engendrée par l'application des politiques d'ajustement néolibéral. La première année, il a commencé sous la forme d'une manifestation dans 170 villes, qui a eu lieu le 7 septembre, jour de l'indépendance. La seconde année, la manifestation s'est étendue à 300 villes ; la troisième à 700 ; la quatrième à 1 000 ; la cinquième à 1 200 avec la participation d'environ 1,5 million de personnes qui sont descendues dans la rue pour crier contre l'exclusion.

Le Cri est né comme une forme nouvelle de manifestation populaire qui a une méthodologie propre, qui valorise la pédagogie de l'exemple, les symboles, la mystique et non la force des discours. Dans le Cri ce ne sont pas des leaders politiques ou syndicaux qui parlent mais ce sont des exclu(e)s qui s'expriment, et ils le font avec des symboles : la première année avec une marmite vide, la suivante avec un sifflet et un carton rouge - les mêmes qu'utilisent les arbitres de football à l'égard des joueurs qui ont commis une faute - pour censurer la politique économique du gouvernement de Fernando Enrique Cardoso.

Cette clameur s'est étendue en 1999 aux autres pays de la région quand diverses coordinations de mouvements sociaux, syndicaux, de femmes, de paysans, populaires et œcuméniques se sont mises d'accord pour promouvoir le Cri latino-américain des exclu(e)s avec pour slogan « travail, justice et vie », dont le point culminant fut le 12 octobre. Cette année-là, les manifestations de protestation se déroulèrent au Brésil, Paraguay, Uruguay, Argentine, Chili, Équateur, Colombie, Bolivie, Mexique, Guatemala, Honduras et Costa Rica.

Après cette expérience, le Cri a acquis des caractéristiques continentales et nous espérons maintenant qu'il sera un Cri mondial. Cette année, les actions commenceront au Brésil avec le slogan : « Progrès et vie, patrie sans dette$ ». Du 2 au 7 septembre aura lieu un plébiscite populaire sur la dette extérieure.

Le 12 octobre prochain il y aura des marches dans les capitales et avec pour objectif les villes frontières : du Mexique aux États-Unis, du Brésil au Paraguay, de l'Argentine à la Bolivie. Le 10 octobre, une délégation de chaque pays ira à New-York et, là, marchera de la mairie de New-York jusqu'à l'ONU où sera remis un document élaboré avec la participation de tous les pays sur la situation d'exclusion qui augmente dans tous les pays et sur le type de globalisation que nous voulons tous : une globalisation des droits, de la technologie, de l'information, de la solidarité et non pas la globalisation financière qui favorise uniquement les marchés financiers.

À New-York, le Cri entend joindre ses forces à la Marche mondiale des femmes et d'autres réseaux comme le Jubilé 2000 et l'Alliance sociale continentale pour unir les voix en un seul chœur de résistance et de propositions.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 2414.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : *America latina en Movimiento/ALAI*, 4 juillet 2000.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - http://www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.